

ARRÊTE PORTANT AUTORISATION DE POSE DE DISPOSITIFS D'ENSEIGNES

Arrêté municipal n° : URBA_20250109_016

Le Maire,

Vu la demande n° AP 78498 24 Y042 réceptionnée le 13/12/2024 en Mairie de Poissy, déposée par la société LE LUNETIER KID'S représentée par Madame BENDENOUN Sarah, demeurant 38 rue du GENERAL DE GAULLE 78300 POISSY, pour l'implantation d'enseignes au 38 rue du GENERAL DE GAULLE, à Poissy,

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L581-18, R581-9 à R581-13, R581-58 à R581-65,

Vu les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine,

Vu le Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) approuvé le 6 avril 2023 par la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise, entré en vigueur le 21 avril 2023, Zone de Publicité 2B,

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 16 janvier 2025,

Considérant que suivant l'article 9.3 alinéa 6 de la zone 2B du RLPI, les enseignes apposées perpendiculairement à la façade ne doivent pas dépasser une hauteur de 50 cm,

Considérant que le projet prévoit l'installation d'une enseigne drapeau présentant une hauteur de 55 cm,

Considérant que ce point sans remettre en cause le projet, implique une prescription,

ARRÊTE :

Article 1 : L'installation des enseignes faisant l'objet de la demande précitée, selon les descriptifs et plans joints au dossier, est **AUTORISÉE, sous réserve de la prescription suivante :**

- L'enseigne drapeau ne devra pas dépasser une hauteur de 50 cm

Article 2 : Toute enseigne lumineuse apposée à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinée à être visible d'une voie ouverte à la circulation publique sera éteint la nuit.

Article 3 : Le présent arrêté est délivré sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 4 : Le dispositif autorisé ne pourra éventuellement faire l'objet d'une modification qu'après le dépôt d'une nouvelle demande et d'une autorisation expresse.

Article 5 : Les travaux devront être exécutés au plus tard un an après la présente autorisation. A défaut, elle sera caduque de plein droit.

Article 6 : La ville dégage toute responsabilité pour les accidents ou incidents qui pourraient être causés, suite à cette autorisation. *Il est rappelé que les enseignes doivent être maintenues en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale et qu'elles seront supprimées par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.*

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poissy,

Le Maire,

**Vice-Présidente de la Communauté Urbaine
Grand Paris Seine et Oise,
Conseillère régionale d'Île-de-France,**

Sandrine BERNO DOS SANTOS

#signature#



Document publié sur le [site de la ville](#) le 29/01/2025